

tubable John. Nos honorables amis de la droite ont presque lâché la politique navale et lorsqu'ils se sont adressés à leur très honorable chef il leur a dit: "Ne chantez pas." La côte du Pacifique en ce moment a besoin de quelques navires et nous avons récemment reçu une leçon de nos amis de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie au sujet de cette phase de la défense navale. Avec la permission du comité, je lirai un court article publié dans le Vancouver "Daily News", sur la question de la dépense de la côte du Pacifique. Voici ce qu'il dit:

La question touche vitalement cette province. Nous avons sur notre côte de vastes intérêts qui exigent une protection. Le premier ministre de la province, la ligue navale et les journaux des deux partis politiques ont fréquemment attiré l'attention sur notre manque de défense. Nous nous efforçons de mettre en vigueur une politique d'immigration qui est destinée à conserver notre pays aux blancs. Devons-nous attendre de l'aide de la flotte australienne ou de l'escadre anglaise de la mer de Chine? Comme il serait préférable que tous les dominions sur le Pacifique s'unissent à l'escadre anglaise de la mer de Chine pour former une flotte formidable destinée à protéger les côtes des dominions britanniques baignées par ces eaux! Mais il y a un aspect économique de la question qui intéresse aussi cette province. Nous avons besoin d'industries permanentes, de nouveaux centres d'activité industrielle. Elles seraient créées comme corollaire de l'organisation d'une marine canadienne. Nous verrions se développer dans nos eaux une vaste industrie de construction navale qui nous donnerait un rang éminent parmi les puissances maritimes qui bientôt combattront pour obtenir la suprématie commerciale sur ce grand océan. Le premier ministre de l'Australie a récemment prononcé un mot frappant en discutant le problème de la défense: "Quelle serait notre réponse à une menace de guerre, demande-t-il? Ce serait le bruit de cinq mille marteaux sur les enclumes de notre pays". Il devrait en être ainsi au Canada. Le peuple devrait avoir l'occasion de décider cette question et ce devrait être décidé tout de suite.

J'ai été amusé des remarques de mon honorable ami de Brantford (M. Cockshutt) qui a parlé avant six heures.

Quel grand homme il est, à son avis, lorsqu'il parle de l'empire britannique! Que ce Parlement accorde au peuple de la Grande-Bretagne une détaxe de 50 p. 100 au lieu de 33½ p. 100, et vous verrez quel sera l'état d'esprit impérialiste de mon honorable ami. Ce serait comme sa tranche de bœuf sous la pomme de terre. Dans ses écrits sur la défense navale, le vice-amiral T. H. Colcomb, après avoir fait allusion aux frappeurs d'invasion qui de temps à autre agitent la nation anglaise, dit:

Nous pouvons considérer l'empire comme une immense spéculation commerciale. La base des opérations est l'argent anglais qui est mis en placement dans toutes les parties du monde. L'existence commerciale de l'empire dépend de la liberté des communications.

A ce point de vue, la plus grande calamité qui puisse atteindre cette gigantesque entreprise est la pression de l'extérieur qui menacerait de couper le plus grand nombre de ses communications. Ce danger peut, un jour ou l'autre, prendre une forme très visible sous l'aspect d'une puissante flotte étrangère dans la Manche. Le capital de la plus grande entreprise commerciale du monde pourrait être plus effectivement entravé que par la suspension des importations et des exportations, qui suivrait comme conséquence une pareille éventualité.

Pour les raisons que nous avons brièvement données, il est évident que la sûreté de la Manche doit être maintenue et qu'il est pire qu'inutile de distribuer les forces pour la protection de notre commerce dans toutes les parties du monde, tandis que la base de nos opérations navales, la partie la plus vitale de notre système commercial, reste sans protection. Comme ceci comporte l'emploi d'une grande flotte pour la défense de la Manche seulement, il est à propos de poser la question: Est-ce qu'une flotte suffisante pour cet objet ne serait pas à la hauteur de la tâche que protège l'Angleterre contre l'invasion!

Il y a dans ce pays des hommes qui parleront bientôt, j'espère, sur ce sujet. Il y a quelqu'un qui tient dans ses mains la destinée de ce Dominion, et c'est le contribuable canadien. Les membres du corps électoral, monsieur le président, ce sont en premier lieu les manufacturiers. Que diront-ils de cette dépense de \$35,000,000 en dehors du Canada? Auront-ils leur part de cet argent? Si non, que diront-ils comme électeurs du Canada aux prochaines élections? Que diront les cultivateurs qui composent la grande majorité des habitants du Dominion? Ils veulent une part de cet argent par la vente de leurs produits à la classe ouvrière. Et que dire de la classe ouvrière? Le travailleur a droit à une part de cet argent. Si le Gouvernement veut être généreux envers cette classe particulière du peuple du Canada, qu'il accorde une préférence aux marchandises britanniques qui sont apportées au Canada. Ils achèteraient leurs chapeaux et leurs vêtements à meilleur marché, dans bien des cas, qu'ils ne peuvent se procurer ces articles dans ce pays. L'Angleterre a plus besoin de nos produits agricoles à bon marché qu'elle n'a besoin d'un don de \$35,000,000 et elle a besoin de l'aide de nos jeunes gens à bord des navires de guerre canadiens. L'empire britannique veut une preuve de notre fidélité non pas en argent, mais par notre présence dans la ligne de bataille en cas de besoin.

M. VERVILLE: Je désire discuter cette question à un autre point de vue que de celui auquel elle a été discutée jusqu'ici. Je désire la traiter du point de vue de l'autonomie du Canada, et présenter au comité quelques considérations montrant les dangers que présente la fédération impériale. Si nous lisons l'histoire depuis 1790, et si nous comparons la manière dont les colonies ont été traitées à cette époque avec la manière